

Passerelles Synthèse

Bimensuelle africain pour une nouvelle perspective du développement durable

Volume 12· Numéro 8, 20 mai 2011

LIGNE DE FOND.....	1
Le Plan d'action d'Istanbul 2010-2020 : le développement des PMA en ligne de mire, la société civile dénonce un plan creux et « édenté »..... 1	
NOUVELLES DE L'OMC.....	4
Ouvrir une voie de salut pour le cycle de Doha 4	
Malgré une régression depuis un an, les notifications concernant les sauvegardes restent importantes.. 5	
SUR LE FIL.....	6
Les prix des produits agricoles au cœur des discussions du prochain G 20 6	
NOUVELLES REGIONALES	7
L'aide au commerce : difficile de mesurer les impacts 8	
EVÉNEMENTS.....	9
PUBLICATIONS	9

PASSERELLES, SYNTHÈSE MENSUELLE SUR LE COMMERCE ET LE DÉVELOPPEMENT DURABLE
 © est produit par ICTSD et ENDA Tiers Monde.
 Equipe de rédaction d'Enda : Cheikh Tidiane DIEYE, Bathie CISS, Aissatou DIALLO
 Equipe éditoriale d'ICTSD : Ndagha Sikanda

Merci de faire circuler et de diffuser largement ce bulletin dans vos réseaux.

Les opinions exprimées dans les articles signés sont celles des auteurs et ne reflètent pas celles d'ICTSD ou d'ENDA.

Cette publication est rendue possible grâce au soutien financier des principaux donateurs d'ICTSD.

LIGNE DE FOND

Le Plan d'action d'Istanbul 2010-2020 : le développement des PMA en ligne de mire, la société civile dénonce un plan creux et « édenté »

La quatrième conférence des Nations-Unies sur les pays les moins avancés (PMA) s'est tenue du 9 au 13 mai 2011 à Istanbul, en Turquie. Son objectif était, entre autres, d'évaluer le plan d'action de Bruxelles (PAB) en faveur des PMA, élaboré dix ans plus tôt, et de baliser la voie pour la mise en œuvre de nouvelles stratégies de développement plus adaptées au contexte international actuel qui, à la fois, offrent aux PMA des opportunités tout en les soumettant à des contraintes diverses.

La prochaine décennie sera donc déterminante pour les 48 PMA que compte le monde et pour leurs partenaires au développement qui ont pris l'engagement depuis 1971 date de la création de la catégorie PMA par les Nations-Unies- d'appuyer les efforts des PMA. Les objectifs primaires du Plan d'action d'Istanbul sont : réduire la vulnérabilité des PMA face aux chocs externes, renforcer leurs capacités productives et bâtir les conditions solides d'un développement durable.

Les engagements pris dans les conférences précédentes n'ont pas été couronnés de succès. En analysant les résultats économiques et sociaux obtenus après plusieurs décennies d'efforts conjoints, on peut objectivement avancer que ni les PMA, ni les pays développés n'ont jusqu'ici mis en place les politiques appropriées ou pris les mesures idoines pour le développement. Seuls trois pays ont réussi à sortir de ce groupe dont la condition, par essence, était pourtant de se rétrécir plutôt que de s'élargir. Il s'agit du Botswana en 1994, du Cap Vert en 2008 et plus récemment des Maldives en Janvier 2011.

C'est donc avec l'espoir de voir les dirigeants du monde s'engager dans des voies originales de développement pour les PMA que les participants à la conférence se sont rendus à Istanbul. Les discours prononcés à l'ouverture de la conférence ont semblé montrer la volonté des membres des Nations-Unies d'agir différemment. Mais à l'arrivée, le résultat donne une impression de « déjà vu » ou de « déjà entendu », car selon de nombreux acteurs, le PAI ne va pas plus loin que les plans d'action antérieurs, en particulier celui de Bruxelles.

Les discours d'ouverture : « entre insatisfaction et espoir »

Les responsables ayant pris la parole durant la conférence ont abordé différents sujets dont trois paraissent particulièrement importants : la responsabilité propre des PMA dans la mise en œuvre de politiques aptes à développer leurs capacités productives, les engagements des pays développés à soutenir les efforts des PMA et le rôle du secteur privé dans le développement.

Mettant l'accent, entre autres, sur le rôle des pays développés, le Secrétaire général des Nations-Unies, Ban Ki-Moon, a plaidé pour « un large et ambitieux plan d'action en faveur des PMA » pour les dix prochaines années. Il a affirmé que seul un changement des mentalités sur la façon de percevoir les PMA peut permettre à la communauté internationale de prendre les mesures appropriées en leur faveur. Selon lui, les 48 pays regorgent de potentialités économiques largement inexploitées. Leur fournir une aide est donc moins une action de « charité » qu'un « investissement » productif.

Le rôle du secteur privé a été mis en exergue à la fois par le Président de la Commission de l'Union européenne, M. José Manuel Barroso, le Premier Ministre du Népal, Jhala Nath Khanal et la Directrice administrative de la Banque Mondiale, Mme Ngozi Okonjo-Iweala. Il apparaît dans le discours de ces trois responsables que le secteur privé a un rôle crucial à jouer dans le développement des capacités productives des PMA. La représentante de la Banque mondiale a en particulier insisté sur les actions sur lesquelles les PMA eux-mêmes devraient s'engager en organisant et en rationalisant leurs systèmes fiscaux pour générer les ressources intérieures nécessaires au financement du développement.

Un tel effort de la part des PMA pourrait en effet constituer une alternative face à la faiblesse et à l'irrégularité de l'aide reçue des pays développés. Ces derniers n'ont pas, en général, pris les mesures fortes et décisives attendues d'eux pour aider à lever les contraintes réelles auxquelles les PMA font face. Leurs engagements financiers sont toujours plus faibles que les besoins exprimés. C'est en partie le regret exprimé par le Premier Ministre Turc, M. Tayyip Erdogan, pour qui les pays développés n'ont pas prêté l'attention nécessaire au sommet d'Istanbul sur les PMA qui. Celui-ci serait à ses yeux, la plus importante rencontre des Nations-Unies. C'est pourquoi, en tant que pays hôte de la Conférence, la Turquie a voulu donné l'exemple en annonçant qu'elle consacrerait 200 millions de dollars par an d'aide aux PMA à partir de 2012. Elle a annoncé en outre son intention d'augmenter les flux d'investissements étrangers directs (IED) vers les PMA à hauteur de 5 milliards de dollars à l'horizon 2015 et 10 milliards en 2020.

Le Programme d'action et la Déclaration d'Istanbul : une vision sur dix ans

Les travaux de la IV^{ème} Conférence d'Istanbul ont été clôturés le 13 mai avec l'adoption du « Programme d'action d'Istanbul en faveur des PMA pour la décennie 2011-2020 » et de la « Déclaration d'Istanbul » endossée par les chefs d'État et de gouvernement et les représentants des États Membres présents à la Conférence. Dans la Déclaration, les 36 Chefs d'État et de gouvernement participant à la Conférence s'engagent à renouveler et à renforcer le partenariat mondial pour le développement des PMA et réaffirment « l'engagement collectif de la communauté internationale en faveur de la dignité humaine, de l'égalité et de l'équité à tous les niveaux ».

L'objectif du programme d'action d'Istanbul (PAI) est de mobiliser la communauté internationale pour aider les PMA à lever les contraintes structurelles auxquelles ils font face et à accélérer leur développement pour sortir de la catégorie à l'horizon 2020 au plus tard. Le plan d'action met l'accent sur la responsabilité première des PMA sur leur propre développement. Le PAI s'appuie sur quelques principes directeurs forts qui devraient baliser sa mise en œuvre : la reprise en main de l'orientation, des objectifs et actions de

leur développement par les PMA eux-mêmes ; l'adoption d'une démarche intégrée; le renforcement du partenariat et de la solidarité ; l'adoption d'une démarche centrée sur les résultats; la prise en compte effective de la relation entre paix, sécurité, développement et respect des droits de l'homme; le respect de l'équité à tous les niveaux; le respect de la place et du rôle des PMA dans les enceintes économiques internationales ; la redéfinition du rôle de l'Etat pour garantir un équilibre entre État et marché dans la conduite des politiques de développement.

Des domaines prioritaires ont été définis dans le PAI. Il s'agit du renforcement des capacités productives par des investissements dans les secteurs essentiels comme les infrastructures, l'énergie, les sciences, la technologie et l'innovation, le développement du secteur privé, ainsi que dans l'agriculture, la sécurité alimentaire et le développement rural. D'autres domaines importants qui méritent une attention soutenue ont aussi été mis en exergue : le commerce, les produits de base, le développement social et humain, les crises multiples et multiformes qui caractérisent le monde et les autres défis émergents, la mobilisation des ressources financières pour le développement et le renforcement de la bonne gouvernance à tous les niveaux.

Dans ce lot de priorités déterminées par le PAI, le développement des capacités productives (infrastructures, capital humain, capacités en matière de gouvernance) est apparu comme un point central. Dans ce domaine, les réformes effectuées ces dernières années ont permis aux PMA de faire des progrès économiques importants et d'atteindre des taux de croissance record, a affirmé M. Cheikh Sidi Diarra, le Secrétaire général de la Quatrième conférence sur les PMA. Ces progrès, a cependant répondu le Premier Ministre Népalais, M. Jhala Nath Khanal, dont le pays préside actuellement le groupe des PMA, n'ont pas profité de la même manière à tous les PMA, pas plus qu'ils n'ont été répartis équitablement à toutes les couches de la population à l'intérieur de ces pays.

Pour chaque domaine prioritaire considéré, le PAI indique les actions à mener par chacune des parties engagées dans le partenariat global : Il y a les actions relevant de la responsabilité des PMA,

celles que doivent prendre en charge les partenaires au développement et les actions conjointes à mettre en œuvre par les deux parties.

Quelles nouveautés dans le PAI comparé au PAB ?

Alors que de nombreux acteurs se sont offusqués du peu d'avancées du PAI par rapport à celui adopté dix ans auparavant à Bruxelles, M. Cheikh Sidi Diarra a répondu en affirmant dans sa déclaration à la cérémonie de clôture que des éléments nouveaux sont inscrits dans le texte adopté à Istanbul et que ne mentionnait pas le Programme d'Action de Bruxelles. Dans le domaine de la science et de la technologie, M. Diarra a fait remarquer que les pays ont « atteint un consensus sur la nécessité de mettre en place une banque technologique et des mécanismes d'innovation pour permettre aux PMA d'accéder à ces technologies et de s'approprier les opportunités de développement qui en découlent. » Le même consensus a aussi été obtenu sur la décision d'appuyer la création d'entreprises intervenant dans le domaine des innovations et sur l'idée de réapprovisionner le fonds pour l'adaptation des PMA aux changements climatiques.

La reconnaissance de l'importance de la coopération Sud-Sud dans le texte d'Istanbul est aussi, selon M. Diarra, une avancée majeure par rapport à Bruxelles. Cette coopération qui a déjà atteint un niveau fort appréciable devrait se renforcer dans des domaines tels que « le renforcement des capacités humaines et productives, l'assistance technique et l'échange de pratiques optimales, en particulier dans les secteurs de la santé, de l'éducation, de la formation professionnelle, de l'agriculture, de l'environnement, de la science, de la technologie, du commerce et de l'investissement. »

Les actions spécifiques des partenaires au développement ont fait l'objet d'après discussions dans de nombreux espaces lors de la Conférence. En ce qui concerne spécifiquement la mobilisation des ressources financières additionnelles en faveur des PMA, de nombreux acteurs, leaders des PMA ou acteurs de la société civile, ont exprimé leur déception face au non respect des engagements antérieurs et à la faiblesse des propositions faites à Istanbul. A cela s'ajoute aussi les pratiques économiques et politiques de ces pays développés dans les enceintes internationales comme en

particulier à l'organisation mondiale du commerce (OMC), comme par exemple leur refus de supprimer les subventions créant des distorsions sur les marchés et de lever certains obstacles tarifaires ou non tarifaires à l'accès à leurs marchés. A la clôture de la Conférence, le Ministre Turc des relations internationales, M. Ahmet Davutoglu, a insisté sur l'importance du suivi de la mise en œuvre des engagements d'Istanbul à travers un mécanisme de surveillance en faveur duquel la Turquie va donner 5 millions de Dollars. Elle s'est engagée enfin à accueillir une conférence pour la revue à mi-parcours du PAI en 2015 avant d'appeler les participants à ne plus parler de PMA mais de « futurs pays développés ».

Un sentiment de « déjà vu » et « déjà entendu » chez les acteurs de la société civile

Au moment où les Chefs d'Etats, de gouvernements ou d'institutions internationales se réjouissaient des « résultats positifs de la Conférence d'Istanbul » lors de la cérémonie officielle de clôture, les organisations de la société civile (OSC) adoptaient, dans l'enceinte du Forum de la société civile, une déclaration dans laquelle elles disent leur déception et leur regret de constater que « leurs voix n'ont pas été entendues » par les leaders.

« Nous apprécions les opportunités qui nous ont été données d'exprimer nos points de vue et nos préoccupations tout au long du processus (...), mais nous exprimons notre déception qu'à la fin du processus, il est clair que nos voix n'ont été ni entendues ni prises en compte dans les résultats de la conférence » lit-on dans la Déclaration des OSC. Se référant au rapport 2010 de la Conférence des Nations-Unies pour le commerce et le développement (CNUCED), les OSC ont attiré l'attention sur le fait que la mise en œuvre du Plan d'action de Bruxelles (PAB) adopté en 2001 s'est soldée par « un échec ». Selon les OSC, la responsabilité première incombe aux pays développés qui n'ont pas respecté leurs engagements à fournir une « aide adéquate, à réformer les règles commerciales inéquitables, à annuler la dette et à renforcer les capacités des PMA. »

Les OSC expriment en outre leur frustration de voir que la Conférence n'a pas respecté le mandat de l'Assemblée générale des Nations-Unies figurant dans la résolution A/RES/63/227, dans laquelle l'Assemblée générale appelle les

gouvernements à « mobiliser des mesures de soutien additionnels et des actions en faveur des PMA, et dans cette optique, à formuler et à adopter un partenariat renouvelé entre les PMA et leurs partenaires au développement ». La déclaration des OSC indique que, malgré les efforts du gouvernement Turc pour que la Conférence se termine avec des engagements concrets et des mesures tangibles, les pays développés ont travaillé à supprimer du texte final toute « référence à des cibles, objectifs numériques, délais ou mécanismes qui auraient pu être utilisés pour les obliger à respecter leurs engagements. Ils ont refusé tout engagement au-delà de ceux déjà pris dans d'autres enceintes comme l'OMC, le Sommet du Millénaire et dans les négociations sur le climat. »

La conférence d'Istanbul qui a été ouverte le 9 mai a pris fin le 13 mai 2011. Elle a réuni pendant 5 jours, 8 931 participants dont 36 chefs d'Etats et de gouvernements, 66 responsables d'organisations internationales et 96 ministres.

Sources : Reportage équipe d'enda à Istanbul ; Service de presse Nations-Unies, Journal quotidien de la Conférence ; Bridges weekly, vol 15, n° 17 <http://ictsd.org/i/news/bridgesweekly/106227/>,

Voir : <http://ictsd.org/i/news/bridgesweekly/106227/>

NOUVELLES DE L'OMC

Ouvrir une voie de salut pour le cycle de Doha

Après la distribution des rapports des présidents de groupes et comités de négociation, le conseil général s'est tenu le 3 mai 2011. Cette réunion était l'occasion pour les ambassadeurs et les fonctionnaires de l'OMC de constater la grave stagnation du cycle de Doha. Le directeur général Pascal Lamy a saisi l'occasion pour exhorter les membres à être constructifs pour mieux aborder les échéances prochaines. Selon lui trois choses sont à éviter :

- 1) continuer les négociations ;
- 2) repartir à zéro sur de nouvelles bases plus propices au consensus ;
- 3) abandonner complètement les négociations.

M. Pascal Lamy affirme avoir relevé des remarques et les avoir distribuées aux différentes délégations dans les documents JOB/TNC/8 et 9. Les participants de cette réunion du conseil général, ont saisi l'occasion pour exprimer leurs préoccupations relatives au manque de progrès de fond dans les domaines clés des négociations.

Lors du comité de négociation commercial des 21 et 22 avril, tous les documents relatifs aux différents sujets en discussions ont été distribués. Ce fut pour la première fois depuis 2001 que ces Membres ont eu la possibilité de considérer l'ensemble du programme de Doha. M. Lamy a à maintes reprises exprimé son inquiétude quant à la gravité de la situation pour le cycle de Doha mais également pour l'ensemble du système commercial multilatéral. A cet effet, il exhorte plus que jamais les Membres de penser et d'agir de façon systémique. A cet effet, il décrit les quatre propositions suivantes :

Premièrement, tous les membres sont conscients du grave danger que représente l'impasse actuelle, à la fois pour le PDD (programme de Doha pour le Développement) et pour le système de l'OMC en général.

Deuxièmement, aucun Membre n'est prêt à tirer un trait sur ce qui a été accompli jusqu'à présent, et personne ne souhaite laisser le PDD partir à la dérive.

Troisièmement, il fallait adopter une nouvelle approche allant au-delà du statu quo et cette approche devrait produire des résultats en 2011, compte tenu en particulier de la 8ème Conférence ministérielle de l'OMC qui se tiendra à Genève du 15 au 17 décembre.

Quatrièmement, plusieurs idées ont été avancées, notamment pour sortir l'accès aux marchés non agricoles (AMNA) de l'impasse. Ces idées et d'autres méritent d'être examinées de plus près, y compris au niveau politique, et le plus tôt sera le mieux.

Dans la perspective du déblocage du cycle de Doha, les ambassadeurs avaient validé le 29 avril 2011, un plan de relance consistant à consulter les délégations à Genève et les ministres dans le monde entier. En somme, les Membres savent ce qu'ils ne veulent pas et sont ouverts aux idées sur la voie à suivre.

AMNA comme source de divergences ?

Pascal Lamy suppose qu'un accord sur une entente dans le domaine de l'AMNA permettrait d'en dénouer d'autres. Pour lui, le nœud du problème c'est l'AMNA. Cet avis est récusé par beaucoup de délégations dont les Etats-Unis. En effet, l'ambassadeur américain à l'OMC Michael Punke, déclarait lors de la réunion du cnc du 29 avril 2011 qu'ils ne sont « pas d'accord avec la suggestion [du directeur général Lamy] qu'il suffirait de dénouer l'impasse dans les négociations sur l'AMNA afin de résoudre le reste des négociations. » Les ambassadeurs des trois principaux pays des BRICS à savoir la Chine, l'Inde et le Brésil le soutiennent dans ce sens.

Ces délégués ont signalés qu'il y'a non seulement des divergences profondes entre les pays développés et les pays émergents sur l'AMNA, mais qu'il en existe autant d'autres dans le cadre des négociations sectorielles sur l'agriculture et les services.

Sources : Rapport du président du comité de négociation commercial,

http://www.wto.org/french/news_f/news11_f/gc_rpt_03may11_f.htm, USTR

<http://www.ustr.gov/about-us/pressoffice/speeches/transcripts/2011/april/statement-ambassador-michael-punke-world-trade>

Malgré une régression depuis un an, les notifications concernant les sauvegardes restent importantes

Au début du mois de mai, le comité des mesures de sauvegarde a enregistré plus d'une vingtaine de notifications faites par les membres concernant les mesures de sauvegarde. Cette procédure qui donne la possibilité aux membres de prendre des mesures visant à restreindre temporairement les importations d'un produit pour soutenir ou protéger un secteur est autorisée par l'article XIX du GATT de 1994. Ces mesures sont fortement réglementées. Depuis un an, les notifications ont nettement diminué. En effet, de 43 en Avril 2010, elles sont passées à 26 en octobre 2010 et de 23 lors de la dernière réunion du comité des mesures de sauvegarde. Mais elles restent toujours

importantes et pourtant, les membres ne devraient avoir recours à ces mesures que dans des circonstances exceptionnelles.

L'Indonésie et l'Ukraine en tête de peloton

Sur les 23 notifications reçues par le comité lors de sa réunion du 2 mai, sept proviennent d'Indonésie et cinq d'Ukraine.

Pour l'Indonésie, les produits entrant dans le cadre de cette notification sont : fils de coton autres que les fils à coudre; bâches et stores d'extérieur de fibres synthétiques; torons et câbles, à l'exclusion des câbles clos, câbles à torons triangulaires et câbles anti giratoires; certains torons et câbles; certains fils en fer/en aciers non alliés, zingués; certains fils en fer ou en aciers non alliés; et tissus de coton blanchis et écrus.

Au soutien de son argumentaire, elle a évoqué sa volonté de transparence et de se conformer aux règles de l'OMC.

Quant à l'Ukraine, les mesures de sauvegarde prises concernent le matériel de refroidissement et de réfrigération; le ferromanganèse et le ferro-silico-manganèse; les engrais minéraux ou chimiques; les allumettes; et certains produits de la transformation du pétrole brut.

Préoccupations à propos de ces mesures

Plusieurs membres ont soulevé des préoccupations qui sont relatives au retard dans la disponibilité de l'information, aux impossibilités de consulter les notifications dues justement au retard de la notification.

Le recours fréquent à ce type de mesures a été fortement décrié par les membres notamment l'Union Européenne. Pour rappel l'Accord sur les mesures de sauvegarde dispose au paragraphe 1 de son premier article qu'« un membre ne pourra appliquer une mesure de sauvegarde à l'égard d'un produit que si ce Membre a déterminé, conformément aux dispositions énoncées ci-après, que ce produit est importé sur son territoire en quantités tellement accrues, dans l'absolu ou par rapport à la production nationale, et à des conditions telles qu'il cause ou menace de causer un dommage grave à la branche de production nationale de produits similaires ou directement concurrents. »

Sources : *Synthèse* ENDA
http://www.wto.org/french/news_f/news11_f/safe_02may11_f.htm.

SUR LE FIL

Les prix des produits agricoles au cœur des discussions du prochain G 20

La volatilité des prix internationaux focalise beaucoup l'attention, surtout de la part du G 20 qui envisage d'en discuter lors de son prochain sommet qui se tiendra dans la dernière semaine du mois de Juin 2011 en France.

Dans cette perspective, un rapport sur la volatilité des prix agricoles a été produit sous la direction l'OCDE et de la FAO avec l'aide de l'OMC, de la Banque Mondiale et du FMI.

Ce rapport a relevé que « la volatilité des prix agricoles a été plus élevée pendant la décennie des années 2000 que pendant les deux décennies qui l'ont précédée. C'est particulièrement le cas des prix du riz et du blé sur la période 2006-2010 ».

Le prix des produits alimentaires connaît aujourd'hui une forte fluctuation. Plusieurs denrées connaissent une hausse vertigineuse alors que d'autres sont stables et d'autres encore ont une tendance baissière. Par exemple, selon le CIRAD¹, le prix du maïs dépasse 700 US\$ la tonne, pratiquement équivalent au niveau atteint lors du pic de 2008. Le prix de la viande est également en hausse compte tenu de l'augmentation du prix de l'alimentation animale. Le prix du riz reste relativement stable bien que plusieurs observateurs craignent qu'il suive la tendance des autres produits.

Dans le même temps, on note une hausse des produits tropicaux d'exportation, café, cacao,

¹

Suivi des facteurs de risques de crise alimentaire,
Février 2011 Nicolas Bricas, Cirad, UMR Moisa,
Montpellier 4 mars 2011

coton. Le pétrole est sur une pente ascendante, le baril dépasse aujourd'hui le seuil des 115 US\$.

La volatilité des prix internationaux influe certes sur les prix alimentaires des marchés domestiques. Mais, la volatilité des prix des marchés intérieurs résulte aussi de causes internes qu'il faut prendre en compte dans l'analyse et la gestion de cette question de la volatilité des prix.

De façon générale, cette situation est inquiétante, et pourrait conduire à des conséquences fâcheuses comme on en avait observées en 2008 avec les émeutes de la faim qui ont eu lieu dans beaucoup de pays sous développés. Et pour cause, dans bien des pays d'Afrique, particulièrement ceux de l'Afrique de l'Ouest, le prix de certaines denrées de grandes consommations comme le riz importé sur les marchés domestiques reste toujours plus élevé qu'avant 2008 alors que les revenus n'ont pas augmenté.

C'est ainsi donc qu'il faut mettre en place certains mécanismes permettant de se prémunir de cette volatilité des prix. Ainsi, le rapport propose la mise en place d'une base de données internationale, «sur le modèle de ce qui a déjà été fait en 2000 pour améliorer l'information sur les marchés pétroliers sous le sigle JODI (Joint Oil Data Initiative)».

Au titre de mesure à prendre, le rapport recommande «une lutte contre la spéculation financière» parce que «les investissements financiers sur les marchés dérivés dans les matières premières agricoles ont fortement augmenté depuis le milieu des années 2000». Le rapport a, cependant, soulevé le «désaccord sur le rôle de la spéculation financière dans la volatilité et l'augmentation des prix des matières premières agricoles».

Le rapport recommande aussi une application plus rigoureuse des accords de l'OMC et le libre accès aux marchés pour les produits agricoles. Dans cette recommandation, ce sont les mesures de restrictions qui sont particulièrement visées, ainsi que les taxes à l'importation ou à l'exportation. Il faudrait ainsi, selon le rapport mettre en place une procédure de notification préalable rapide de type «fast track» pour approuver ou non la mesure de restriction des exportations.

Engagements du G 20

La question de la volatilité des prix internationaux a été discutée pour la première fois lors du Sommet de Pittsburgh en septembre 2009. A cette rencontre, le G 20, avait pris l'engagement d'améliorer la régulation, le fonctionnement et la transparence des marchés financiers et de matières premières.

Mais, depuis ce sommet rien de concret n'a été fait. Ce sujet sera l'objet de discussions au prochain sommet du G20 qui aura lieu à Deauville en France les 26-27 Mai.

La faim continue sa progression

La principale contradiction que vit le monde réside dans le fait que les réserves de produits alimentaires ne baissent pas pourtant le nombre de personnes souffrant de malnutrition et de faim augmente de jours en jours. Selon la BM, La planète compte près d'un milliard de personnes en état de malnutrition. L'instabilité et la hausse des prix au niveau international comme national est l'une des principales causes.

Devant une telle situation, il faut comme l'a laissé entendre Mr Zoellick, «placer l'alimentation avant tout et protéger les pauvres». Cela pourrait, selon lui, passer par l'élaboration d'un nouveau «code de conduite» concernant les embargos à l'exportation des produits céréaliers.

Sources : Synthèse ENDA

Rapport sur la volatilité des prix, Benoit Daviron
<http://ictsd.org/downloads/2011/05/finalq20report.pdf>
http://typo3.fao.org/fileadmin/user_upload/fsn/docs/HLPE/HLPE_Study_on_price_volatility_V0_draft_May.pdf

Autres liens utiles :
<http://www.lefigaro.fr/matieres-premieres/2011/04/03/04012-20110403ARTFIG00248-q20-les-pistes-antivolatilite-des-prix-agricoles.php>

NOUVELLES REGIONALES

L'aide au commerce : difficile de mesurer les impacts

L'Agence Française pour le Développement vient de publier une étude sur l'aide au commerce (AaC). Elle fait une analyse descriptive fine de cet instrument d'aide au développement et essaie de ressortir, à travers l'analyse des études empiriques sur la question, son impact sur les performances commerciales des pays bénéficiaires. Mais, en conclusion, l'analyse constate que peu d'études sont consacrées aux impacts de l'aide au commerce. Dans l'abondante littérature sur l'aide de façon générale et l'aide au commerce en particulier, il est fait peu cas de son impact sur les flux commerciaux. Cette analyse de l'AFD renseigne qu'« il n'existe pas d'étude couvrant toute la chaîne des liens entre l'Aide au commerce et les déterminants des échanges et entre ces déterminants et les flux commerciaux ». Les réflexions qui existent informent juste qu'il « a des effets positifs sur les performances à l'exportation des pays bénéficiaires », mais elles n'informent pas sur l'efficacité de cette aide et pas plus sur « les mécanismes et les canaux par lesquels l'Aide au commerce favorise les exportations des pays bénéficiaires ».

L'analyse de l'étude de l'AFD renseigne aussi que : les montants alloués à l'Aide au commerce ont fortement augmenté depuis 2005, mais la part de l'APD consacrée à l'AaC a diminué depuis 1995 passant de 49 % à 37 %.

La plus grande part de l'AaC (54 %) a été distribuée à travers des programmes et des projets contribuant au développement des infrastructures économiques (y compris le transport et le stockage, la communication et la production et la distribution d'énergie), alors que les programmes et projets visant les politiques et réglementations commerciales (y compris, la facilitation des échanges et les accords commerciaux) et ceux couvrant les ajustements liés au commerce représentaient les plus faibles proportions des montants de l'AaC (respectivement 4 % et près de

0 %) »². L'aide au commerce a doublé en volume depuis 1995, avec un pic noté entre 2003 et 2008, la part de la catégorie « politiques et réglementations commerciales » est marginale malgré la proportion croissante notée depuis 2000, l'AaC a des effets positifs sur les performances à l'exportation des pays bénéficiaires.

Cette aide au commerce ne souffre t – elle pas des mêmes difficultés que l'APD (Aide Publique au Développement) ?

L'aide au commerce est partie intégrante de l'APD. Elle connaît au même titre que cette dernière quelques difficultés liées à la tenue des promesses, à la mobilisation des fonds et à l'efficacité.

Selon l'étude de l'AFD, seuls quatre bailleurs ont fourni 65 % du volume de l'aide au commerce en 2008, alors que douze bénéficiaires partagent près de 47 % du montant total alloué.

L'analyse montre aussi que sur ces 129 milliards de dollars, près de 100,5 correspondaient à une aide sectorielle dont 33% correspondent à l'aide au commerce.

En effet, même si l'aide publique au développement (APD) avait, en 2010, fait une augmentation de l'ordre de 6,5% par rapport en 2009, en atteignant une somme record de 129 milliards de dollars, il n'en reste pas moins, que les promesses ne sont pas toutes tenues. Il manquait toujours 19 milliards de dollars (13 milliards d'euros) par rapport aux promesses.

Sur les 25 milliards de dollars supplémentaires promis au continent africain par les donateurs à Gleneagles, seuls 11 milliards ont été reçus.

Il faut préciser que même si l'Aide au commerce n'est pas explicitement consacrée comme catégorie de l'APD, les montants qui lui sont destinés sont intégrés dans deux catégories sectorielles de l'APD : « infrastructure et services économiques » et « secteurs productifs ».

² AFD Document de travail n° 110 • L'aide au commerce : état des lieux et analyse • avril 2011, P 13.

Un programme de travail pour plus d'efficacité de l'Aide au commerce

Il faut rappeler que l'aide au commerce a été lancée lors de la conférence ministérielle de Hong Kong en 2005 comme instrument de soutien à l'intégration des pays sous développés et plus particulièrement des PMA (Pays Moins Avancés) au commerce mondial. Cet instrument devait aider ces pays à développer les compétences et l'infrastructure liées au commerce dont ils ont besoin pour mettre en œuvre les accords de l'OMC d'une part et d'accroître leurs échanges d'autre part. Mais les attentes n'ont jamais été atteintes.

Depuis la publication du programme de travail concernant l'Aide pour le Commerce 2010-2011 en novembre 2009. Il était attendu de ce programme une mobilisation des ressources qui appuie la dynamique d'intégration.

Un calendrier indicatif des activités était mis en place. Il devait déboucher sur un troisième Examen global de l'Aide pour le commerce en 2011. Au titre des initiatives sur l'aide au commerce, il faut mentionner la rencontre des Etats Membres de la Communauté des Caraïbes (CARICOM) qui s'est tenue du 25 au 27 janvier 2011 à la Barbade pour évaluer la façon dont l'Aide pour le commerce pouvait faciliter le développement des petites économies vulnérables de la CARICOM.

Sources : Synthèse ENDA, AFD Document de travail n° 110, l'aide au commerce : état des lieux et analyse, avril 2011, <http://www.afd.fr/jahia/webdav/site/afd/shared/PUBLICATIONS/RECHERCHE/Scientifiques/Documents-de-travail/112-document-travail.pdf>

ÉVÉNEMENTS

OMC

24 mai 2011, comité des participants sur l'expansion du commerce des produits des technologies de l'information

24 Mai 2011, organe de règlement des différends

26 Mai 2011, conseil du commerce des marchandises,

31 Mai 2011, réunion informelle du comité des négociations commerciales

Hors OMC

25-27 mai, Leipzig, Allemagne, Forum international des transports : Les transports et la société. Participation de ministres de 50 pays avec des représentants du monde des affaires, de la recherche et de la société civile. <http://www.internationaltransportforum.org/home.html>

26-27 Mai, Toronto, Canada. Conférence sur l'éducation financière, www.oecd.org

26-27 Mai, Deauville, France, <http://www.g8.utoronto.ca>

31mai-1juin, organisé par le secrétariat du Forum mondial basé à l'OCDE. Le Forum mondial se tiendra aux Bermudes. Lien permanent:

www.oecd.org/fiscalite/transparence

PUBLICATIONS

Scénario participatif pour les changements climatiques, Livia Bizikova, Thea Dickinson, László Pintér, IISD, 2010. Paper, copyright: IISD. http://www.iisd.org/publications/pub.asp?id=1450&utm_source=www.iisd.org&utm_medium=feed&utm_content=2011-05-13&utm_campaign=RSS2.0

Développer le rôle du commerce dans les pays les moins avancés, OMC, 2011, http://www.wto.org/french/res_f/booksp_f/harnessing_trade_dev_f.pdf

Réformes économiques 2011, OCDE, 04 mai 2011, <http://www.oecd-ilibrary.org/fr/economics/reformes-economiques-2011-growth-2011-fr>